



Tarbes, le - 8 NOV. 2022

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE
ET DE LA SOLIDARITE TERRITORIALE
Service Environnement Aménagement
Affaire suivie par Michel CASTEX
Tél. : 05 62 56 78 35
michel.castex@ha-py.fr

Monsieur le Préfet de la Région Occitanie
DREAL Occitanie
Direction des Risques Industriels
520, allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 02

Objet : Projet de schéma régional des carrières d'Occitanie

Monsieur le Préfet,

En réponse à votre courrier du 8 août 2022, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les observations du Département des Hautes-Pyrénées sur le projet de schéma régional des carrières (SRC) d'Occitanie.

Le SRC doit être compatible avec les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), ainsi qu'avec les directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) déjà approuvés.

La disposition D12 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 (cf. annexe n° 1) exige que la préservation de la ressource en eau, et en particulier des nappes alluviales, soit intégrée dans le SRC.

L'objectif général est de maîtriser la pression et réduire les effets des extractions sur l'état des masses d'eau souterraines et superficielles, en particulier dans les zones alluviales inondables.

Pour les extractions en zone alluvionnaire, le SRC doit donc prévoir des modalités de remise en état et de gestion des espaces réaménagés compatibles avec les objectifs des masses d'eau superficielles ou souterraines, ainsi que des objectifs de gestion des cours d'eau à déficit sédimentaire et sans dégradation de la qualité des eaux.

A cet effet, il conviendrait qu'une mesure spécifique, orientée en ce sens, soit rajoutée dans le cadre de l'orientation 3 (respecter les enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation de nouvelles carrières) et de l'objectif 3-2 (préserver la ressource en eau).

Par ailleurs, la mesure 3.2.3 relative à la préservation des zones d'expansion de crues prioritaires devrait être élargie à l'ensemble des zones inondables et ne pas concerner uniquement celles considérées comme prioritaires, dont le dossier ne précise pas la caractérisation.

De façon générale, il serait bon de rédiger une mesure demandant que tout projet d'extension, de renouvellement ou de création de carrière soit accompagné d'une étude hydraulique et morphologique, afin d'identifier l'absence d'impact sur les cours d'eau, leurs usages, leurs fonctionnalités hydrauliques et sédimentaires. Cette mesure devrait également prévoir la consultation systématique des opérateurs GEMAPI susceptibles d'être concernés.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

La disposition D41 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 (cf. annexe n° 2) exige en outre que soit appliquée la séquence « Eviter, Réduire, Compenser » (ERC), pour tout projet susceptible d'impacter les fonctions des zones humides.

La règle 2 du SAGE Adour-amont, ainsi que la règle 1 du SAGE Garonne-amont, prévoient parallèlement des dispositions relatives aux zones humides.


La mesure 3.1.1 du projet de SRC rappelle que les zones humides sont des espaces présentant une sensibilité forte (zones à enjeux de niveau 3), concernés par des mesures de protection et d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale.

Aussi, il conviendrait qu'une mesure spécifique portant sur la protection des zones humides, et reprenant le contenu de la disposition D41 du SDAGE Adour-Garonne et des règles susmentionnées des SAGE Adour-amont et Garonne-amont, soit rajoutée dans le cadre de l'orientation 3 (respecter les enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation de nouvelles carrières) et de l'objectif 3-2 (préserver la ressource en eau).

Enfin, le projet de SRC prévoit, à de nombreuses reprises, des mesures concernant les EPCI et particulièrement leurs documents d'urbanisme. Il serait alors utile que ces EPCI fassent partie des destinataires de la consultation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
du Développement Local

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a series of sharp, intersecting strokes that form a unique monogram.

Sébastien PIVIDAL

SDAGE ADOUR-GARONNE

DISPOSITION D12 :

Intégrer la préservation de la ressource en eau dans les schémas régionaux des carrières :

Dans le cadre d'une gestion durable de la ressource en eau, les SRC doivent notamment intégrer les mesures de préservation des eaux souterraines, en particulier les nappes alluviales et celles identifiées en zones de sauvegarde.

L'objectif général est de maîtriser la pression et réduire les effets des extractions sur l'état des masses d'eau souterraines et superficielles, en particulier dans les zones alluviales inondables.

Un enjeu particulier de préservation des têtes de bassin versant est à prendre en compte. Dans le cadre du développement de l'économie circulaire, les SRC devront inciter à l'étude des voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires et des disponibilités de substitution à ces matériaux (en particulier avec des granulats recyclés). Le développement de ces matériaux de substitution doit être encouragé et notamment ceux issus du recyclage.

Pour les extractions en zone alluvionnaire, les SRC prévoient des modalités de remise en état et de gestion d'espaces réaménagés compatibles avec les objectifs des masses d'eau superficielles ou souterraines et des objectifs de gestion des cours d'eau à déficit sédimentaire et sans dégradation de la qualité des eaux.

SDAGE ADOUR-GARONNEDISPOSITION D41 :**Éviter, réduire ou, à défaut, compenser l'atteinte aux fonctions des zones humides :**

Tout porteur de projet, soumis à autorisation ou déclaration au titre de l'article L. 214-2 du code de l'environnement, doit appliquer la séquence ERC, à savoir, en priorité, rechercher à éviter la destruction, même partielle ou l'altération des fonctionnalités et de la biodiversité des zones humides, en recherchant des solutions alternatives à un coût raisonnable.

Lorsque le projet conduit malgré tout aux impacts ci-dessus, le porteur de projet, au travers de l'étude d'évaluation environnementale, de l'étude d'impact ou du document d'incidence :

- identifie et délimite / caractérise les zones humides (selon les prescriptions et protocoles définis dans l'arrêté interministériel du 24/06/2008 modifié le 1er octobre 2009 et de sa circulaire d'application du 18 janvier 2010), que son projet va impacter ;
- justifie qu'il n'a pas pu, pour des raisons techniques et économiques, s'implanter en dehors des zones humides (« éviter »), ou réduire au maximum l'impact de son projet sur les zones humides ;
- évalue la perte générée en termes de fonctionnalités et de services écosystémiques de la zone humide à l'échelle du projet et à l'échelle du bassin versant de masse d'eau. Il est recommandé d'appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides (ONEMA-MNHN juin 2016) ou une méthode équivalente ou plus précise pour évaluer les fonctions ;
- prévoit des mesures compensatoires aux impacts résiduels. Ces mesures sont proportionnées aux atteintes portées aux milieux et font l'objet d'un suivi défini par les autorisations ou déclarations. Les associations naturalistes locales et structures gémapiennes pourront être associées à l'élaboration et au suivi de ces mesures. Les mesures compensatoires doivent correspondre à une contribution au moins équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite et s'inscrire dans une logique de gain net ; l'additionnalité écologique de la mesure doit être démontrée. Le pétitionnaire doit fournir une méthode d'évaluation des besoins et réponses en termes de compensation de la zone humide. Ainsi, le pétitionnaire démontre que le taux de compensation qu'il propose apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution au moins équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités (additionnalité écologique). Cette séquence est requise dans le cadre du dispositif ERC. En cas d'absence de cette démonstration, la compensation sera effectuée à minima à hauteur de **150 % de la surface perdue** (taux fondé sur l'analyse et le retour d'expérience de la communauté scientifique et de publications). Par référence à l'article L.163-1-II du code de l'environnement, relatif à la mise en œuvre des mesures de compensation, celle-ci sera localisée prioritairement dans le bassin versant de la masse d'eau impactée, à défaut dans le même bassin versant de gestion ; en cas d'impossibilité technique, une justification devra être produite. Un état initial fiable et précis est attendu non seulement pour les zones humides impactées mais également pour les sites candidats à la compensation de zones humides, afin de pouvoir comparer correctement les pertes liées à l'impact et les gains pressentis liés à la compensation, dans le but d'atteindre la nécessaire équivalence écologique et fonctionnelle.